

Connaissances pour le développement

Observatoire des sciences et des technologies au niveau pour le développement agricole et rural dans les pays ACP

L'infolettre d'octobre/novembre 2012

Présentant les dernières mises à jour du site
'[Connaissances pour le développement](#)'

Rejoignez-nous également sur [Twitter](#) et [Facebook](#).

Restez à jour en suivant [les fils RSS du site](#)

Pensez à vous [inscrire](#) pour placer vos commentaires

[Nouveau dossier et articles de fonds](#)

[CTA et S&T](#)

[Développements et publications](#)

[Événements](#)

[Bourses et appels](#)

[Postes à pourvoir](#)

Nouveau dossier et articles de fond

REPENSER LA CHAÎNE DE VALEUR DU RIZ

L'investissement dans la science et l'ingénierie, ainsi que l'optimisation des résultats de la recherche et des savoirs autochtones, permettent de stimuler l'innovation agricole et d'améliorer la performance des chaînes de valeur agricoles. Capitaliser sur le potentiel de la science et de la technologie, des connaissances traditionnelles et de l'entrepreneuriat pour produire un riz de grande qualité au bénéfice des agriculteurs, des consommateurs et des économies nationales, tel est le thème central de ce nouveau dossier. Dans ce nouveau dossier de *Connaissances pour le développement*, nous vous présentons deux articles de fond, ainsi que des liens et documents divers sur la chaîne de valeur du riz et les moyens d'accroître les rendements et les revenus en ayant recours aux S&T.



Augmenter les rendements rizicoles et économiser l'eau : leçons en matière de politiques et de pratiques – Le système d'intensification du riz (SIR)

Dr Erika Styger, SRI International Network and Resources Center (SRI-Rice), Cornell University.



Cet article de fond souligne les avantages de l'intensification des systèmes rizicoles, notamment grâce à la technologie de l'arrosage et l'assèchement alternés (AWD, de l'anglais Alternate-Wetting and Drying) qui permet de réduire de 20 à 50 % la consommation d'eau pour le riz paddy. Avec la pratique actuelle de l'inondation continue des rizières, la riziculture reçoit deux à trois fois plus d'eau que les autres céréales irriguées, même si le riz présente un taux de transpiration similaire. Le développement de technologies destinées à améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau ou à augmenter la productivité de l'eau dans la production rizicole permettra d'économiser la ressource et sa réallocation pour d'autres usages.

Le système d'intensification du riz permet à la fois d'économiser l'eau et d'augmenter les rendements. Il repose sur les principes suivants : amélioration de l'enracinement des plantes, réduction sensible de la densité des plantes et amélioration de la fertilité des sols. Afin de suivre les pratiques du SRI, on encourage les agriculteurs à soigner le nivellement des parcelles, afin d'éviter que les plants de petite taille ne se retrouvent noyés. Le nivellement des parcelles est un élément important qui contribue à économiser l'eau, puisqu'il permet une répartition uniforme de l'eau dans toute la parcelle, de même qu'un contrôle précis de la hauteur de l'irrigation. En conséquence, le SRI entraîne des variations dans les coûts de production et dans la répartition de la main-d'œuvre en comparaison avec le système conventionnel. Des problèmes subsistent néanmoins, d'où la nécessité de mettre en place un système efficace de vulgarisation et de conseil.

[Cliquez ici pour lire l'article.](#)

[Cliquez ici pour visitez le portail SRI-Rice Online.](#)

Le savoir inhérent aux chaînes de valeur traditionnelles du riz – Une approche axée sur la pratique : peut-on tirer des leçons pour l'Afrique subsaharienne ?

Nico Janssen et Ranjan Shrestha, Organisation néerlandaise de développement (SNV).



Cet article de fond décrit les expériences de la SNV dans son travail de renforcement des chaînes de valeur du riz au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Il s'intéresse tout particulièrement au rôle du système de savoir traditionnel ainsi qu'aux changements et aux adaptations qui interviennent en raison de l'évolution du marché et de l'implication du secteur privé. Il analyse également la manière dont les acteurs de la chaîne de valeur utilisent à la fois les savoirs traditionnels et modernes (scientifiques et technologiques) dans un environnement en mutation.

La sélection naturelle et les connaissances des agriculteurs ont permis de préserver une large gamme de variétés de riz.

Toutefois, depuis l'introduction de l'irrigation intensive accompagnée d'une utilisation intensive d'engrais chimiques et de variétés à haut rendement, les agriculteurs sont de plus en plus tributaires de sources de savoir extérieures, mais ne reçoivent pas les services de conseil adéquats. L'amélioration des interactions entre les agriculteurs et le secteur privé est considérée comme essentielle pour répondre aux exigences des marchés internationaux, étant donné la nécessité de fournir une qualité homogène sur une base régulière et de manière rentable.

[Cliquez ici pour lire l'article.](#)

[Cliquez ici pour charger la page d'accueil du nouveau dossier et explorer son contenu.](#)

Ressources : Repenser la chaîne de valeur du riz

Le Partenariat scientifique mondial sur le riz

Le Partenariat scientifique mondial sur le riz (GRiSP), programme de recherche du GCRAI sur le riz, offre un plan stratégique unique et une nouvelle plateforme de partenariat pour une recherche sur le riz axée sur les impacts pour le développement. Il est conçu pour répondre aux défis du développement de manière plus efficace. Le GRiSP présente de manière structurée les activités actuelles de recherche sur le riz du GCRAI orientées vers le développement et les met en correspondance avec plus de 900 partenaires internationaux de recherche et de développement sur le riz pour :

- accroître la productivité du riz et sa pertinence pour les populations démunies ;
- favoriser une production rizicole plus durable ;
- aider les riziculteurs à s'adapter aux changements climatiques ;
- améliorer l'efficacité et l'équité dans le secteur du riz.

Le programme est organisé selon six grands thèmes visant à maximiser la collaboration, l'innovation et l'impact :

- Exploiter la diversité génétique pour ouvrir de nouvelles voies en matière de productivité, de qualité et de santé.
- Accélérer le développement, la distribution et l'adoption des variétés améliorées.
- Appuyer la gestion écologique et durable des systèmes de production rizicole.
- Dégager davantage de valeur des récoltes de riz en améliorant la qualité, la transformation, les systèmes de marché et en développant de nouveaux produits.
- Évaluer les technologies et les politiques pour un meilleur impact.
- Soutenir la croissance du secteur mondial du riz.

[Cliquez ici pour visitez le site du GRiSP.](#)

Portail de gestion des connaissances sur le riz de l'ICAR

Le Conseil indien de la recherche agricole (ICAR) utilise les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour développer des portails nationaux de gestion des connaissances. Son initiative phare, le site Rice Knowledge Management Portal (RKMP), est exclusivement consacrée au riz. Ce site sert de plateforme pour partager les connaissances sur le riz. Faisant appel aux outils TIC les plus récents dont la téléphonie mobile, il aide les services agricoles à atteindre les agriculteurs à travers les services de vulgarisation. Fournies en anglais et en langues locales, les informations détaillées et variées comprennent des foires aux questions, les meilleures pratiques, des communautés de pratique, des logiciels, des archives de la recherche et des bibliographies, des plateformes d'apprentissage en ligne, etc. Les professionnels du riz du pays peuvent télécharger des contenus sur le site une fois qu'ils ont été approuvés par les scientifiques des universités agricoles d'État. Tous les organismes de recherche nationaux ou régionaux bénéficieraient d'un portail similaire qui rassemblerait, organiserait et distribuerait gratuitement les connaissances sur le riz émanant de chaque région en produisant.

[Cliquez ici pour visitez le portail.](#)

Fondation africaine pour la technologie agricole (AATF) : accroître la productivité du riz en Afrique

L'AATF coordonne une collaboration à partenaires multiples dans le but de mettre au point des variétés africaines de riz améliorées génétiquement et dotées de caractères agronomiques renforcés, en particulier une utilisation efficace de l'azote (NUE), une utilisation efficace de l'eau (WUE) et une tolérance au sel (ST). Quatre parties ouvrent de concert pour atteindre cet objectif : Arcadia Biosciences qui fait don des technologies liées aux caractères, en produisant des plants transgéniques et en fournissant un soutien technique ; Public Intellectual Property Resource for Agriculture (PIPRA) qui fait don de technologies opérationnelles pour la transformation des plantes ; le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et les systèmes nationaux de recherche agricole africains qui mènent des tests sur le terrain concernant les caractères ; et l'AATF qui supervise la gestion du projet.

[Cliquez ici pour visitez la page du projet.](#)

La chaîne de valeur du riz dans le district de Métemma, Nord-Gondar, Éthiopie : enjeux et opportunités d'innovation

Le riz est une culture nouvelle dans toute l'Éthiopie, en particulier dans la zone d'étude de Métemma. Il existe un immense territoire qui se prête à la production de riz et il y a une forte demande de la part des consommateurs. Néanmoins, le secteur rizicole reste sous-développé. De nombreux facteurs institutionnels, organisationnels et technologiques ont été avancés pour expliquer les déficiences dans la production et l'utilisation du riz. De multiples acteurs publics et non publics sont impliqués dans la chaîne de valeur du riz, de l'approvisionnement en intrants en amont aux consommateurs en aval, chacun jouant un rôle différent mais avec peu de coordination ou de concertation. Le manque de technologies pour la transformation post-récolte (polissage du riz), l'accès aux intrants et leur approvisionnement limités, les attaques sévères de termites, l'absence d'un marché du riz bien développé, la forte demande en main-d'œuvre pour la gestion des cultures et l'absence d'organe

responsable de la coordination freinent l'innovation.

À l'inverse, la sensibilisation accrue des agriculteurs aux variétés de riz améliorées et à leur disponibilité, l'existence de sols et de conditions climatiques favorables, la présence d'une demande importante de la part des consommateurs et un soutien institutionnel plus important des organisations gouvernementales et des ONG ont été cités comme étant des opportunités d'innovation. Il est nécessaire de créer des plateformes et des partenariats entre les acteurs de la chaîne de valeur afin d'instaurer un environnement favorable au partage d'informations et de connaissances et à la résolution des problèmes existants tels que le manque de technologies de polissage du riz et de services d'approvisionnement en intrants.

[B. K. Gebremeskel](#). Thèse présentée à l'Université d'Addis-Abeba, Éthiopie. 2010.

Qualité des aliments consommés : changements et implications – Le cas de la chaîne de valeur du riz au Bangladesh

Au Bangladesh, où le riz représente près de 70 % des calories absorbées par la population, la part du riz grossier le moins cher baisse rapidement sur les marchés rizicoles et la qualité du riz fin s'améliore au fil des ans. Il s'avère donc nécessaire de redéfinir le rôle du riz, considéré comme étant seulement un aliment de base bon marché. La hausse de la demande pour des variétés plus chères semble apparemment liée au développement du secteur alimentaire hors exploitation agricole – en particulier l'usinage, la distribution, le marquage – et à la transformation de l'industrie de l'usinage. Il est établi que les avantages en termes de main-d'œuvre pour cultiver des variétés de riz différentes ne sont pas significativement différents et que les agriculteurs ne profitent pas directement des prix plus élevés que les consommateurs acceptent de payer. (Extrait de la [Conférence de l'association internationale des économistes agricoles 2012](#)).

Une nouvelle variété de riz pluvial pour les hautes terres de Madagascar

Fruit d'un partenariat entre le FOFIFA (Centre national de la recherche appliquée au développement rural, Madagascar) et le CIRAD, cette nouvelle variété de riz est adaptée aux conditions agroclimatiques des hautes terres de Madagascar. Elle est notamment tolérante aux températures rigoureuses à plus de 1 200 m au-dessus du niveau de la mer. La création variétale doit continuer à accompagner ce développement et élargir l'éventail de variétés disponibles pour assurer la durabilité de la production du riz pluvial en altitude, en intégrant différents objectifs dont la résistance à la pyriculariose, l'efficacité de l'absorption de l'azote, la diversification de la qualité du grain, la tolérance au froid et l'adaptation aux systèmes agricoles développés dans le cadre de l'agriculture de conservation.

([CIRAD](#), 13/06/2012)

Doper le secteur du riz africain : la recherche d'une stratégie de développement pour la période 2011-2020

La stratégie du Centre du riz pour l'Afrique 2011-2020 a identifié comme étant importants les éléments suivants, axés sur la science et la technologie : (1) Conserver les ressources génétiques du riz et fournir aux petits exploitants des variétés de riz résistantes aux changements climatiques et qui soient mieux adaptées aux environnements de production et aux préférences des consommateurs ; (2) Intensification durable des systèmes rizicoles ; (3) Favoriser le développement de la chaîne de valeur du riz au travers de meilleurs choix technologiques ; (4) Mobiliser les investissements afin d'encourager l'adoption des connaissances et des technologies relatives au riz.

[Télécharger le plan](#) (PDF).

Alliances d'apprentissage dans le développement et la diffusion de la technologie Sawah du riz au Nigeria et au Ghana

Des millions de dollars sont consacrés chaque année à la R&D pour améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs et des autres parties prenantes de la chaîne de valeur du riz ; cependant, l'impact est relativement faible. Les raisons principales en sont le faible niveau d'apprentissage collectif entre les différentes parties prenantes et l'absence d'un système d'innovation multi-acteurs pour le riz en Afrique de l'Ouest. Les résultats de recherche sont donc moins pertinents et ont ainsi moins d'impact positif sur les agriculteurs. Ce document décrit la façon dont la technologie Sawah de production du riz a évolué par le biais d'alliances d'apprentissage impliquant un apprentissage social et des systèmes d'innovation, et rassemble des institutions japonaises, des instituts de recherche, le ministère de l'Agriculture, des organismes de vulgarisation, des groupes d'agriculteurs, Millennium Village, des négociants et des universités du Nigeria et du Ghana sur une même plateforme, avec des objectifs clairs, des responsabilités, des coûts et des bénéfices partagés, en utilisant les résultats de recherche pour affiner les approches technologiques futures, des mécanismes d'apprentissage différenciés, des relations durables et de confiance. Le processus présenté conduit de plus en plus à un apprentissage amplifié, à l'efficacité du développement des entreprises rurales et à l'amélioration des moyens de subsistance. Le document propose une description des scénarios reposant sur l'expérience du développement de la technologie Sawah du riz et conclut sur sa mise en œuvre dans d'autres parties d'Afrique de l'Ouest.

[O.I. Oladele and T. Wakatsuki \(2011\)](#). *Life Science Journal* 8(2) : 622-627.

La « trajectoire technologique » du riz dans l'histoire et les récentes technologies génétiques dans le développement du riz génétiquement modifié en Chine

Adoptant des angles d'analyse issus d'études de science et de technologie, ce document examine la spécificité sociotechnique de la technologie du riz en Chine. En tant que technologie agricole, la technologie du riz a des liens extrêmement étroits avec le cadre social et l'environnement naturel. L'étude s'intéresse à l'évolution historique du système sociotechnique de la technologie du riz dans le contexte de la Chine, et examine les changements liés à l'adoption de l'hybridation comme technologie de sélection du riz. Il considère qu'en Chine l'application de modifications génétiques et des technologies connexes au développement de variétés de riz peut être vue comme un prolongement des technologies de riziculture traditionnelles, plutôt que comme la discontinuité radicale que l'on décrit souvent. Certains problèmes liés aux organismes

génétiquement modifiés sont également apparus avec la technologie précédente d'hybridation du riz. Ce document suggère que l'actuel régime de réglementation de la Chine, mis en place de façon à s'aligner sur les pratiques de réglementation occidentales et influencé par une controverse spécifique à l'Occident, pourrait ne pas convenir à la Chine au regard de ses propres enjeux.

[XiaoBai Shen \(2007\). Innogen Working Paper n° 52.](#)

[Haut de page](#)

Programme S&T du CTA

Messages clés – Groupe de réflexion CTA/WUR ACP-UE sur la science et la technologie – Note d'information de la conférence GCARD 2 : « Partenariats pour la recherche, le renforcement des capacités, l'innovation et la prospective : la gestion de l'eau pour l'agriculture et l'alimentation dans les pays ACP » [Événement parallèle du 28 octobre 2012]

En prélude à la conférence GCARD 2 qui s'est tenue en Uruguay, le CTA, en partenariat avec l'Université et le Centre de recherche de Wageningen (WUR), a organisé une réunion de réflexion ACP-UE sur les S&T afin de formuler des recommandations stratégiques sur l'eau. Parmi les participants figuraient des membres ACP-UE du Comité consultatif sur la science, la technologie et l'innovation (ST&I) pour le développement agricole et rural dans les pays ACP. Les participants à la réunion ont apporté leur expertise en matière de gestion de l'eau pour l'agriculture et l'alimentation. Conformément aux objectifs préalablement fixés, la plupart des cas étaient consacrés aux pays ACP.

La réunion s'est articulée entre autres autour des thèmes suivants : intégration de l'innovation agroalimentaire et du renforcement des capacités pour écologiser le développement rural (présenté par J. Froebrich, WUR, Pays-Bas) ; gestion efficace de l'eau pour l'agriculture dans le contexte des Caraïbes (A. Trotman, CIMH, Barbade) ; les femmes et les jeunes (O. Liwewe, SOTMACS, Malawi) ; intensification durable du riz (N. Uphoff, Cornell University, USA) ; gestion innovante de l'eau sur l'exploitation en Jamaïque (L. Simpson, CARDI, Jamaïque) ; changement climatique, sécurité alimentaire et eau dans les pays insulaires du Pacifique (V. Iese, UPS, Fidji). L'un des principaux messages adressés par le groupe de réflexion ACP-UE à la conférence GCARD 2 était le suivant : la mise en œuvre de stratégies favorisant une « croissance verte », une production durable, la sécurité alimentaire et le développement économique nécessite de prendre en considération la disponibilité et la consommation en eau non seulement pour trouver des solutions face à ces défis posés par le changement climatique, mais aussi dans le contexte plus large de la gestion des ressources en terres et de la durabilité agro-écologique, en tenant compte de l'ensemble des bassins versants comme objets d'analyse et d'action.

Pour accéder aux messages clés, télécharger les présentations et lire un aperçu de l'événement sur le portail Connaissances pour le développement, cliquez sur le lien suivant : knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17034.

Rapport – Atelier de lancement CTA/WUR : « Intégration de l'enseignement supérieur dans les processus politiques de RAD dans les pays ACP : augmenter l'approvisionnement alimentaire et réduire la faim »

Plusieurs cadres politiques régionaux ont été mis en place dans les États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) afin d'améliorer les performances de l'agriculture ainsi que la situation alimentaire et nutritionnelle. Au niveau du continent africain, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) fournit un cadre aux pays africains pour développer leurs politiques et stratégies de développement agricole et leurs plans d'investissement. Dans les Caraïbes, l'initiative Jagdeo pour la transformation de l'agriculture régionale caribéenne, la Politique agricole de la Communauté des Caraïbes ainsi que le Plan d'action régional en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ont été approuvés dans les plus hautes sphères politiques. Le Plan Pacifique a été élaboré en vue de guider les développements dans la région Pacifique.

Le CTA et l'Université de Wageningen (WUR), en collaboration avec des réseaux, des organisations et des universités partenaires dans les pays ACP, ont choisi la sécurité alimentaire comme thématique initiale afin de déterminer l'étendue de l'engagement des instituts d'enseignement supérieur ACP dans les processus politiques de RAD. Le rapport de l'atelier de lancement qui s'est tenu au siège du CTA du 18 au 21 septembre 2012 est à présent disponible.

L'objectif de cet atelier était de créer un consensus et de renforcer la compréhension et l'engagement s'agissant du cadre méthodologique du projet visant à intégrer l'enseignement supérieur dans les processus politiques de RAD, en mettant l'accent sur l'augmentation de l'approvisionnement alimentaire et la réduction de la faim. L'un des messages clés qui ressortent de cet atelier est le suivant : les établissements d'enseignement supérieur agricole voient et reconnaissent l'urgence d'apporter des changements qui leur permettraient de jouer un rôle de premier plan en faveur de la sécurité alimentaire, mais aussi de créer et de retenir une nouvelle génération de chercheurs dans le domaine agricole.

Cliquer sur les liens suivants pour télécharger [le rapport](#) et [les présentations](#).

Lancement du Réseau de recherche des universités des îles du Pacifique (PIURN)

Le CTA, l'UNESCO, l'UPS, l'UNPG et PACENet ont organisé du 5 au 7 novembre 2012, à l'Université du Pacifique Sud (Suva, Fidji), un atelier de trois jours intitulé « Dialogue politique sur la science et le réseau des universités régionales des îles du Pacifique : constituer un réseau d'universités et définir un cadre politique pour la science au niveau régional ». Au cours de cet atelier, les vice-chanceliers et représentants de haut niveau des universités concernées ont discuté de la formation d'un réseau d'universités des États et territoires insulaires du Pacifique pour faciliter la production et le partage de connaissances intra- et interrégionales, et formuler des recommandations succinctes en vue de l'élaboration d'un cadre politique ST&I au niveau régional. Les délégués ont examiné la capacité des universités à intégrer un réseau collaboratif qui contribuerait à renforcer les liens autour de la recherche et les processus politiques dans la région. L'établissement d'un tel réseau permettrait entre autres de :

- générer de nouvelles connaissances afin de relever les défis prioritaires dans la région Pacifique ;
- partager les ressources physiques et intellectuelles pour assurer une recherche scientifique de qualité ;
- renforcer le contenu de la recherche scientifique dans les programmes et l'enseignement ;
- développer des initiatives de formation partagée dans le domaine de la recherche scientifique ;
- travailler en collaboration avec les organisations régionales et internationales en vue d'augmenter la quantité et la qualité de la production scientifique dans les domaines d'intérêt majeur ;
- protéger et exploiter les systèmes de savoirs autochtones et locaux dans les programmes de recherche ;
- fournir des conseils en matière de ST&I à l'échelon national et régional.

Les participants à la réunion ont décidé ce qui suit :

- « L'établissement d'un Réseau de recherche des universités des îles du Pacifique (PIURN) dans le but principal d'exploiter le potentiel pédagogique de ces universités pour renforcer la collaboration en matière de recherche et de développement dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation, afin de mieux répondre aux besoins et aux attentes des communautés de la région Pacifique.
- Rechercher une meilleure inclusion des initiatives de ST&I dans le Plan Pacifique actualisé et faire progresser le cadre politique sur les ST&I au niveau régional. »

Afin de mettre en œuvre avec succès ces résolutions, les participants à la réunion ont nommé un coordonnateur provisoire et un assistant coordonnateur, puis établi un groupe de travail PIURN. L'UPS a convenu d'héberger le Secrétariat du PIURN pendant trois ans. Le groupe de travail devra remettre son rapport aux universités membres dans un délai de six mois. [Cliquez ici pour télécharger le communiqué de novembre 2012.](#)

Atelier CTA/CCST/NCST/CARDI/UWI dans les Caraïbes : « Ajouter de la valeur aux produits alimentaires locaux pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle : mythe ou option stratégique »

La région des Caraïbes est importatrice nette de produits alimentaires. Selon le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (RPNP), les Caraïbes ont importé 3,5 milliards de dollars EU de produits alimentaires frais et transformés provenant principalement de pays hors de la région, et la tendance est à la hausse. L'évolution des habitudes alimentaires et un style de vie plus sédentaire au fil des ans ont contribué à accroître l'incidence des maladies chroniques non transmissibles d'origine nutritionnelle, telles que le diabète, le cancer et l'hypertension. Des problèmes de malnutrition et de sous-nutrition persistent toutefois dans certains pays, comme en Haïti et en Jamaïque. Les offices de commercialisation et les petites et moyennes entreprises du secteur de la transformation des produits alimentaires se sont certes développés au cours de ces vingt dernières années, mais ils doivent relever un certain nombre de défis sur le plan technologique, logistique et financier, pour avoir accès aux produits agricoles locaux (par exemple, les plantes à racines et tubercules, les fruits et légumes, les produits laitiers, le poisson, la volaille et autres produits d'élevage), et pouvoir les transformer. Parallèlement, les consommateurs ont dû faire face à une hausse des prix des denrées alimentaires, que ce soit pour les produits importés ou les produits locaux.

En 2010, le Réseau innovation et entrepreneuriat en matière de recherche dans les Caraïbes (RIENet) a été lancé à la suite d'un atelier CTA/CCST qui s'est déroulé en Jamaïque en 2009. Il compte aujourd'hui plus de 400 membres et propose un portail en ligne. Environ la moitié du contenu du site web est générée par les membres du réseau issus des petites et moyennes entreprises, de la filière industrielle, d'associations du secteur public, et de la communauté de recherche et universitaire. Cet atelier avait pour objectif de servir de tremplin au RIENet et ses alliances pour qu'ils jouent un rôle de catalyseur en vue de renforcer les capacités de création de valeur et d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les Caraïbes.

- [Programme de l'atelier](#)
- [Cassava transformation and alternative products](#) (présenté par Ian Thompson, UWI Mona)
- [Role and impact of state marketing boards](#) (présenté par Ian Ivey, NEXT)

Cliquez le lien pour lire le rapport préliminaire : [State marketing boards and agencies.](#)

[Haut de page](#)

Développements et publications sélectionnés | RSS

Utiliser la science comme élément de preuve dans les politiques publiques

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17268

Ce livre invite les chercheurs à réfléchir différemment à l'utilisation des preuves scientifiques dans l'élaboration des politiques. Il analyse pourquoi les données scientifiques sont importantes pour l'élaboration des politiques et soutient qu'une bonne partie de la littérature sur l'utilisation des connaissances n'a pas mené à une explication largement acceptée de ce que signifie l'utilisation de la science dans les politiques publiques. Pour les chercheurs en sciences sociales dans un certain nombre de domaines spécialisés – chercheurs reconnus ou étudiants en doctorat – ce livre montre dans quelle mesure leur expertise peut ajouter une nouvelle dimension à ce que la science offre à la politique. Plus généralement, il présente un intérêt particulier pour les chercheurs qui souhaitent voir les résultats de leurs travaux de recherche utilisés dans le processus d'élaboration des politiques publiques, en donnant des conseils sur ce qui est requis au-delà de la production d'une recherche de qualité, au-delà de la communication des résultats en des termes plus compréhensibles, au-delà du recours à des intermédiaires pour faire connaître les résultats (groupes de réflexion, lobbyistes ou groupes de plaidoyer). Pour les administrateurs et le corps enseignant dans les établissements de formation aux politiques publiques, *Using Science as Evidence in Public Policy* identifie les éléments essentiels d'instruction qui prépareront mieux les diplômés à promouvoir l'utilisation de la science dans l'élaboration des politiques.

(NAP, 10/2012)

Panorama des acteurs politiques dans l'écosystème de l'information

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17270

Ce rapport fait partie d'une étude menée par l'Institut des études de développement (IDS), au Royaume-Uni, afin de comprendre comment les acteurs politiques s'impliquent dans les systèmes d'information, et où les intermédiaires du savoir pourraient apporter le plus de valeur. Les questions débattues étaient les suivantes : À quelles technologies de l'information et de la communication les acteurs politiques ont-ils accès (l'élite qu'ils représentent apprécie particulièrement la fiabilité de l'accès) ? Comment utilisent-ils les médias traditionnels ? Comment recherchent-ils l'information (dans les pays plus pauvres, ils se fient aux informations qui leur ont été transmises) ? Comment utilisent-ils Internet (pas de participation directe, correspondance privée) ? Comment évaluent-ils la pertinence des sources de recherche (plus de confiance dans la recherche internationale) ?

Les résultats de l'étude montrent que les acteurs politiques, qui appartiennent à l'élite de la société, ont accès aux dernières technologies de l'information. Celles-ci comprennent les iPads, les tablettes PC et les smartphones : l'échantillon des acteurs politiques pris dans leur ensemble présente un profil d'accès à la technologie très similaire à la moyenne des ménages britanniques et américains. À la lumière de ce constat, les intermédiaires du savoir et de l'information doivent s'adapter et prendre en compte les nouveaux modèles de comportement. Dans la mesure où environ 40 % des acteurs politiques utilisent déjà des smartphones, le développement d'applications mobiles conçues pour la communication en matière de recherche semblerait approprié.

On a souvent tendance à croire que les cadres politiques ne recherchent pas eux-mêmes les informations dont ils ont besoin et que ces informations leur sont « apportées sur un plateau ». Si cela semble rester le cas dans les pays pauvres et/ou les pays plus formellement organisés, cela l'est moins dans les pays intermédiaires. Lorsqu'ils disposent d'une meilleure connectivité, les acteurs politiques chercheront eux-mêmes les informations dont ils ont besoin. Ils passeront beaucoup de temps à les chercher, s'obstineront et désireront en savoir plus. Enfin, les résultats donnent parfois également un aperçu sur les « médias traditionnels » (radio, TV et presse écrite). Les acteurs politiques s'intéressent aux médias traditionnels et, s'ils restent plutôt dubitatifs quant à la performance de ces médias, la plupart d'entre eux s'en servent au quotidien. Les intermédiaires du savoir et de l'information ont par conséquent un rôle à jouer pour améliorer la qualité des informations fournies par les médias sur la recherche scientifique.

Lire le billet de l'auteur sur le blog [ici](#). (Eldis, 2/10/2012)

Valorisation de la recherche : le rôle du « communicateur universitaire »

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17271

Le programme DRUSSA (valorisation de la recherche et du développement en Afrique subsaharienne) vise à renforcer les capacités des services de communication dans les universités, notamment en Afrique subsaharienne. L'auteur, Lynda Cilliers, [estime](#) qu'il faudrait ajouter des activités annexes (recherche, gestion de la recherche, vulgarisation et relations avec les communautés) au mandat du « communicateur universitaire » (ce terme englobe un large éventail de services de communication au sein de l'université). Le renforcement des services de communication permettra aux universitaires de communiquer les résultats de leurs recherches sur une grande échelle et ainsi de valoriser leur travail. Le projet a pour ambition de sensibiliser le grand public via les médias traditionnels (presse écrite, radio et TV) et les nouveaux médias (plates-formes en ligne et mobiles), des publications et des événements. Faire connaître l'importance de la recherche auprès des décideurs politiques concernés (tant au niveau local, provincial, national que régional), d'organisations non gouvernementales ou internationales ciblées, au bon moment et de manière appropriée, peut avoir des conséquences majeures pour les communautés africaines (le public est le bénéficiaire ultime). Pour en savoir plus sur la valorisation de la recherche, visitez le site [DRUSSA](#).

Promouvoir l'intégrité de la recherche : un rapport du réseau mondial des académies des sciences

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17273

Pour encourager les chercheurs du monde entier à adhérer aux valeurs scientifiques universelles et aux normes de comportement éthique, un [nouveau rapport](#) sur la science responsable a été publié par le Conseil Interacadémique (IAC) et l'IAP, le réseau mondial des académies des sciences. Ce rapport est la première production du projet IAC-IAP sur l'intégrité scientifique, initié en réponse à plusieurs tendances majeures qui façonnent la recherche, dont le caractère de plus en plus global et interdisciplinaire de la science, son rôle croissant dans les débats politiques et l'émergence continue de cas très médiatisés de conduite scientifique irresponsable dans bon nombre de pays. Pour lire les commentaires du DFID sur le rapport, cliquez [ici](#).

(IAP, 10/2012)

Obstacles restreignant l'accès à la recherche scientifique : l'Afrique reléguée au rang de contributeur invisible

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17275

Intervenant sur *Engineering News Onlinelors* de la Conférence de Berlin 10 sur le Libre Accès, qui s'est tenue à Stellenbosch, M. Derek Hanekom, ministre sud-africain de la Science et des Technologies, a déclaré que l'essor de la recherche en Afrique et la capacité à trouver des solutions aux problèmes du continent resteront limitées si les bibliothèques universitaires continuent d'avoir un accès restreint aux informations officielles relatives à la recherche. Le coût de nombreuses revues académiques, notamment dans les domaines de la science et de la médecine, limite l'accès des pays aux informations de recherche essentielles. « Les obstacles à l'accès font même parfois que des résultats de recherche et des connaissances pertinents générés en Afrique sont publiés dans des revues à l'étranger, publications que les universités africaines n'ont pas les moyens de se procurer. » Selon lui, l'adoption de principes de libre accès permettant à l'information scientifique d'être davantage disponible sur Internet, en levant les contraintes financières à cet accès, constitue « l'un des meilleurs moyens de

faire progresser et de mettre en valeur la recherche en Afrique ». Lire l'article intégral sur Engineering News Online (8/11/2012).

Ouvrir l'accès aux produits de la recherche agronomique : l'expérience du GCRAI

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17279

[Cette présentation](#), effectuée lors de la Semaine du Libre Accès de l'AIMS en octobre dernier, a identifié les contraintes actuelles au libre accès auxquelles fait face le consortium du GCRAI. Celles-ci sont : le manque de normes communes et appliquées de manière systématique, la pénurie de personnel spécialisé, les infrastructures techniques inadéquates et l'insuffisance de mesures incitatives pour traiter et partager les données et les connaissances. Les principales activités qui ont conduit le consortium à ouvrir l'accès à ses données et connaissances reposent notamment sur les principes du GCRAI concernant la gestion des actifs intellectuels, qui offrent un cadre juridique de référence et un environnement propice. Cette approche considère les résultats de recherche du GCRAI (y compris les données et les bases de données) comme des biens publics internationaux. Le cadre du Triple A (*Availability, Accessibility and Applicability* – disponibilité, accessibilité et applicabilité) a fourni au GCRAI une stratégie lui permettant de rendre largement disponibles ses résultats de recherche, avec un certain succès.

(via FAO AIMS, 23/10/2012)

Développement de référentiels institutionnels : une étude de cas KARI et KAINet

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17282

[Cette présentation](#) illustre les avantages liés à l'utilisation des communautés AgriDrupal et AgriOceanDSpace pour deux référentiels, à savoir [KAINet](#) (Réseau d'informations agricoles du Kenya) et [KARI](#) (Institut de recherche agricole du Kenya). KAINet est un référentiel national de publications scientifiques mettant l'accent sur l'agriculture et la foresterie. Le réseau a été conçu sur le modèle de WebAGRIS et compte environ 35 000 références, la plupart des documents n'étant pas disponibles en libre accès. Il serait possible de résoudre les problèmes initiaux de configuration, de fournisseur d'accès et de fonctionnalités limitées en mettant en œuvre des outils sécurisés et fonctionnels comme AgriOceanDSpace et AgriDrupal, disponibles sur la plate-forme AIMS. C'est la raison pour laquelle KAINet a été transféré vers AgriDrupal et l'accès au référentiel du KARI a été facilité par la mise en œuvre de AgriOceanDSpace. L'équipe de KAINet a été confrontée à certains problèmes liés notamment à l'absence de politiques institutionnelles en faveur du libre accès et à la faible sensibilisation aux questions de droits d'auteur au sein de l'organisation. Un autre obstacle a été l'absence de compétences appropriées en matière de gestion de l'information. Afin de préparer les autres organisations souhaitant mettre en place un référentiel, l'intervenant a souligné l'importance de la comparabilité des systèmes, des compétences techniques en matière de TIC et de la collaboration au sein de l'organisation.

Les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est appelés à soutenir la recherche scientifique

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17285

Les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est devront investir des ressources supplémentaires dans la science, la technologie et l'innovation (ST&I) pour permettre aux chercheurs de mener des activités de recherche visant à promouvoir le développement économique. Les chercheurs qui se sont réunis à Kampala lors de la troisième conférence scientifique sur l'innovation au service du développement ont déclaré que le soutien à la recherche scientifique et à l'innovation réduirait la pression sur le bassin du lac Victoria. Selon le Professeur Shaukat Abdulrazil, secrétaire exécutif du Conseil national pour la science et la technologie au Kenya, les ST&I jouent un rôle vital dans le développement économique des communautés. Il affirme que les États membres ont réduit leur aide en dépit du nombre important d'institutions qui peuvent mener des activités de recherche-développement et d'innovation.

(AllAfrica, 29/10/2012).

« Engageons-nous ensemble pour le changement » – Réflexions sur la conférence GCARD 2 par Mark Holderness, secrétaire exécutif du GFAR

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17286

La conférence GCARD 2 a examiné les implications pratiques du partenariat et les moyens nécessaires pour avoir un impact sur les thèmes abordés dans le cadre des nouveaux programmes de recherche du GCRAI, afin d'aider les responsables des programmes concertés de recherche (CRP) à réorganiser leurs programmes pour répondre aux besoins et attentes des partenaires. [De nouveaux engagements en matière de partenariats, de renforcement des capacités et de prospective au GCRAI](#) ont ainsi été pris, comme l'a déclaré Frank Rijsberman, directeur exécutif du consortium GCRAI.

Les participants à la conférence GCARD 2 ont, entre autres :

- examiné dans quelle mesure les systèmes de recherche agricole pour le développement pouvaient s'aligner sur les politiques de développement élaborées conformément aux objectifs du G8, du G20 et post-2015 ;
- replacé les besoins des agricultrices au cœur des processus de recherche agricole pour le développement
- tenu compte de l'avis des jeunes en ce qui concerne les problèmes rencontrés ;
- développé et convenu des actions collectives qui condenseront diverses analyses prospectives, en réfléchissant notamment sur l'avenir de l'agriculture à petite échelle ;
- mis en avant un certain nombre d'initiatives innovantes de recherche pour le développement agricole : la nutrition des ménages, les besoins liés au genre, attirer les jeunes vers l'agriculture, répondre aux besoins des communautés confrontées à des crises prolongées, relier les agriculteurs aux marchés, l'adaptation aux effets du changement climatique et encourager l'innovation en faveur des communautés, à côté d'actions aboutissant à des systèmes de production agricole efficaces, durables et résilients ;
- établi ce qui est nécessaire pour suivre et stimuler les investissements et les retours, et les rendre plus efficaces et exhaustifs, en mettant en relation des mécanismes publics, privés et civils ;

- convenu d'actions pratiques concertées pour développer les capacités nécessaires au niveau national, régional et international, servant de tremplin à un large éventail de nouveaux partenariats et d'actions collectives pour apporter le changement, notamment les CRP, la Plate-forme pour l'agriculture tropicale de la FAO et ses partenaires, la Confédération mondiale des associations d'enseignement supérieur pour les sciences agricoles et de la vie, le Partenariat pour l'égalité des sexes (*Gender in Agriculture Partnership*) dans l'agriculture et le New Extensionist du GFRAS.

[Cliquez ici pour lire les réflexions de Mark Holderness.](#)

Note d'information de la conférence GCARD 2 : « L'apprentissage et l'autonomisation des jeunes et des femmes » [Séance de groupe C2.2 – GCARD 2]

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17287

En 2012, le GFAR et ses partenaires ont lancé un nouveau mécanisme appelé « Gender in Agriculture Partnership » (GAP 2) tout en continuant d'apporter leur soutien à la Plate-forme des jeunes professionnels pour la recherche agricole et le développement (YPARD). En Afrique, par exemple, plusieurs programmes (tels que l'ANAFE-SASACID, le projet UniBRAIN du FARA, TEAM Africa, AWARD et les bourses d'études Borlaug de l'USAID) visent à créer un réseau de professionnels suffisamment bien préparés, engagés et motivés.

Plus particulièrement, la session avait pour objectif de convenir d'une série d'actions et de mesures collectives visant à attirer, inspirer et encourager les jeunes et les femmes pour qu'ils s'orientent vers l'agriculture transformative, y compris le développement des systèmes de recherche agricole et des entreprises agroalimentaires. Les participants à la session ont été invités à examiner les questions directrices suivantes : Quels sont les principaux facteurs contribuant au succès des initiatives de responsabilisation des jeunes et des femmes dans la recherche pour le développement ? Ces facteurs sont-ils différents ou similaires ? Quels outils peut-on utiliser pour suivre les progrès réalisés ? Quels programmes, projets et réseaux contribueraient à améliorer le niveau d'apprentissage et l'impact ? Quelles actions collectives (deux ou trois maximum) devrions-nous proposer pour 2012-2014 ? Quels changements et résultats souhaitons-nous partager lors de la prochaine conférence GCARD dans deux ans ? À travers une série de présentations, les participants à la session ont apporté un certain nombre de réponses, sous forme d'enseignements et d'innovations, afin faire progresser l'agenda de la GCARD concernant les jeunes et les femmes et, par conséquent, renforcer les bases de l'agriculture transformative. Cette session a été présidée par Vicki Wilde, AWARD, et facilitée par Judith Francis, CTA.

[Cliquez ici pour lire le document de référence.](#)

Séance de groupe – GCARD 2 : « Encourager l'innovation afin d'améliorer les moyens de subsistance »

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17288

Diverses approches fondées sur la recherche-action participative ont été élaborées, dont notamment le concept de recherche agricole intégrée pour le développement (IAR4D). En dépit de l'accord conceptuel autour de ces approches et de la promesse qu'elles contiennent, il existe certaines préoccupations concernant non seulement l'impact de ces approches mais aussi leur échelle. Les approches participatives de la recherche agricole ont souvent été considérées comme lentes et coûteuses, cantonnées à certains sites. Leur impact sur la pauvreté est donc jugé par certains comme étant marginal par rapport à la recherche sur les produits de base agricoles qui s'adresse à des millions de personnes. Ce lien mène vers une page web préparée par le PAEPARD, regroupant l'ensemble des présentations effectuées lors de la séance de groupe de la conférence GCARD 2 intitulée « Encourager l'innovation afin d'améliorer les moyens de subsistance », parmi lesquelles figurent notamment : « *Direct investment by farmer-led research* », Ann Waters-Bayer, Secrétariat de Prolinnova ; « *Establishing effective livelihood research partnerships for impact at scale* », Patrick Dugan, Programme de recherche sur les systèmes d'agriculture aquatique du GCRAI ; et « *Working with national innovation pilot learning sites and inter-regional innovation platforms* », Wale Adekunle, directeur des Partenariats et des Alliances stratégiques, Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA).

Pour consulter les présentations produites lors de la conférence GCARD 2, cliquez sur ce [lien](#).
(PAEPARD, 6/11/2012)

[Haut de page](#)

Priorité aux agriculteurs : réorganiser la recherche agricole en Afrique de l'Ouest

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17291

La façon dont la recherche agricole est financée, organisée, contrôlée et pratiquée peut avoir un impact énorme sur les petits producteurs du Sud. Dans de nombreux pays, ce type de recherche est conduit avec des fonds et selon des priorités extérieurs, et s'appuie sur des technologies comme les semences hybrides, qui peuvent affecter la diversité des cultures. Mais les producteurs alimentaires à travers le monde commencent à faire entendre leur voix pour veiller à ce que la recherche agricole réponde mieux à leurs besoins et priorités.

Cette [note d'orientation](#) rédigée par Michel Pimbert, directeur de recherche à l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), explique comment une série d'évaluations par des agriculteurs ainsi que des jurys de citoyens en Afrique de l'Ouest ont permis à des agriculteurs d'évaluer les approches existantes et d'articuler des recommandations en matière de politiques et de pratiques reflétant leur propre vision de la recherche agricole. (IIED, 01/2012)

Une nouvelle base de données CABI permet l'accès à l'information agricole sur téléphone mobile

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17294

Le projet « Sauti ya Mkulima » (la voix du fermier, en swahili) vise à fournir des informations agricoles aux agriculteurs via leur téléphone mobile. Environ 250 000 petits exploitants agricoles kényans recevront des informations fiables et actualisées qui les aideront à augmenter leurs rendements et à améliorer leurs revenus. Outre la diffusion d'informations importantes, le projet contribuera à créer une communauté d'agriculteurs pour partager leurs expériences et échanger des informations sur des

rassemblements sociaux, des événements et des opportunités d'emploi. Au départ, le projet s'adressera aux petits producteurs de bananes, de maïs, de mangues, de riz, de haricots et de cultures horticoles (tomates et morelle noire). Des informations sur d'autres cultures seront ajoutées chaque trimestre. ([CABIezine](#), 10/2012)

Les ressources génétiques des cultures en tant que biens publics mondiaux – Les défis en matière de droit international et de gouvernance

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17296

Cet ouvrage, édité par Michael Halewood de Bioversity International et collègues, s'intéresse à la façon dont on peut contribuer à la mise en commun et la gestion des ressources phytogénétiques partagées pour l'alimentation et l'agriculture à travers des lois spécifiques réglementant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation. Étant donné que la dernière avancée importante réalisée dans ce domaine a été la création d'un système multilatéral d'accès et de partage des avantages dans le cadre du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, de nombreux chapitres du livre portent sur l'architecture et le fonctionnement de ce système. L'ouvrage analyse les tensions qui risquent de miner le régime international d'accès et de partage des avantages et identifie des solutions permettant d'apaiser ces tensions afin d'accroître l'importance, l'utilité et la pérennité du patrimoine agricole mondial.

Consentement et conservation : tirer le meilleur parti des protocoles communautaires

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17300

Un grand nombre de variétés de cultures traditionnelles, de plantes médicinales et d'autres ressources génétiques sont sous la garde des peuples autochtones et des communautés locales, qui ont besoin de droits juridiques pour les gérer. Un nouveau cadre légal émane du Protocole de Nagoya adopté en 2010 par la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. Celui-ci requiert un consentement éclairé préalable pour l'accès aux connaissances traditionnelles et aux ressources génétiques, et appelle à soutenir le développement de « protocoles communautaires » qui établissent un régime d'accès et de partage des avantages. Les protocoles communautaires ne concernent pas seulement les droits autochtones : ils permettent de clarifier les attentes des entreprises et des gouvernements, de préserver des ressources biologiques irremplaçables, et de soutenir l'adaptation au changement climatique et le développement durable. Pour pouvoir tirer parti de ces avantages, les gouvernements doivent assurer la conformité du Protocole de Nagoya aux lois et réglementations nationales, mais aussi soutenir les processus participatifs communautaires. Les protocoles communautaires sont un moyen crucial de négocier des accords équitables et de conserver la biodiversité locale ainsi que les savoirs traditionnels. ([IIED](#), 10/2012)

Le GBIF publie un nouveau guide pour la création de listes taxonomiques nationales

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17305

Le Système mondial d'information sur la biodiversité (GBIF) a publié un rapport qui définit des orientations pour les politiques et les procédures relatives à l'accès et à la collecte d'informations pour les listes taxonomiques nationales. Sachant que ces listes sont des ressources inestimables pour la recherche et les activités liées à la biodiversité, le rapport estime qu'elles devraient être intégrées, coordonnées et disséminées à partir d'une simple plate-forme, puis compilées par des experts en taxonomie. Mais ce n'est pas toujours le cas. Le rapport intitulé « *Best Practice Guide for Compiling, Maintaining and Disseminating National Species Checklists* » a été produit par l'Institut national sud-africain de la biodiversité (SANBI) grâce à un financement du GBIF.

(via [IISD Reporting Services](#), 10/2012)

Le Danforth Center étend ses travaux pour accroître la productivité des cultures avec le nouvel Institut pour l'amélioration internationale des cultures

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17309

L'Institut pour l'amélioration internationale des cultures (IICI) du Centre de sciences végétales Donald Danforth a été créé pour donner un nouvel essor aux efforts de recherche, aux améliorations des caractéristiques végétales, au développement et à la biosécurité des produits afin d'étendre la gamme des cultures pour la sécurité alimentaire. L'objectif général de l'IICI est d'apporter aux petits agriculteurs des pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine des cultures améliorées avec des rendements plus élevés par hectare, plus riches en nutriments essentiels, tout en étant résistantes aux maladies, aux insectes et à la sécheresse. L'IICI, dirigé par le Dr Paul Anderson, consacrera ses travaux aux cultures de base telles que la patate douce, la banane, le manioc, le sorgho, le maïs, le riz, l'arachide, le millet et le niébé – des cultures qui ne retiennent habituellement pas l'attention des entités commerciales, mais qui sont essentielles pour les moyens d'existence des agriculteurs.

Le problème qui se pose à présent est que la recherche agronomique sera sous-traitée à l'extérieur des pays en développement. Les laboratoires nationaux des pays ACP peuvent-ils rivaliser avec les laboratoires de recherche à la pointe de la technologie pour l'obtention de contrats privés ? Pour être en phase avec les réalités du monde agricole ACP, le nouveau centre (si les directeurs de recherche le jugent nécessaire) devra rassembler et acquérir des connaissances sur les conditions et les pratiques locales, ce qui risque d'aggraver la fuite des cerveaux. ([Danforth Center](#), 22/10/2012)

Utilisation des terres et biodiversité dans les zones non protégées : utilisation et gestion des plantes non cultivées par les communautés rurales au Bénin et au Togo

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17310

Afin de contribuer à l'élaboration de stratégies d'utilisation durable des terres agricoles et de conservation de la biodiversité dans les zones qui ne bénéficient pas de protection formelle, des chercheurs d'AfricaRice et de l'Université de Wageningen, entre autres, ont mené une étude portant sur l'utilisation et la gestion des plantes non cultivées offrant des services écosystémiques importants dans les vallées intérieures au sud du Bénin et au Togo, mais aussi sur les perceptions locales des changements en termes de biodiversité et de leurs causes. Les utilisateurs locaux de plantes non cultivées perçoivent

l'agriculture et la construction comme des facteurs importants qui contribuent à l'appauvrissement de la diversité des ressources végétales (non cultivées). Toutefois, ils ont également collecté de nombreuses espèces utiles dans les champs et les villages. Une petite réserve forestière communautaire et un jardin communautaire de 2 hectares représentaient les seules formes organisées de gestion de la conservation. Les initiatives de conservation ad hoc observées comprenaient la cueillette sélective d'éléments de la plante, la préservation des arbres lors du défrichage et la conservation de certaines mauvaises herbes utiles dans les champs cultivés. Les efforts futurs de développement et de préservation des multiples fonctions écosystémiques dans les zones non protégées devront tenir compte des savoirs, des intérêts et des besoins des communautés locales.

([Society and Natural Resources: An International Journal](#), vol. 25, n° 12, 2012)

Des études agrosystémiques à l'échantillonnage sur le terrain : le fonio et le sorgho en Guinée

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17313

Dans le cadre du projet [ARCAD](#) (Agropolis Resource Center for Crop Conservation, Adaptation and Diversity) intitulé « Céréales en Afrique », des études d'agrosystèmes ont été réalisées sur un échantillon d'exploitations agricoles situées dans trois régions administratives de Guinée, en s'intéressant en particulier aux variétés de sorgho et de fonio. Dans le cadre de l'étude, 18 villages ont été visités en août 2012 et des échantillons de variétés précoces de fonio ont été collectés à des fins de génotypage. Ces activités ont été menées par des chercheurs de AGAP et de l'UMR DIADE, en partenariat avec l'Institut de recherche agronomique de Guinée (IRAG), partenaire africain chargé d'organiser la formation et les activités de terrain. ([ARCAD](#), 12/10/2012)

Vers la fin de la monoculture : perte de variétés alimentaires et de diversité culturelle

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17314

La perte de la diversité génétique de milliers de plantes et de cultures est bien documentée au moins depuis les années 1970 et a été expliquée comme étant le résultat de conditions épistémologiques et politico-économiques propres à la révolution verte. Dans le contexte politico-économique de la révolution verte et avec les priorités d'après-guerre sur les économies d'échelle et la croissance axée sur les exportations, les variétés uniques de cultures à haut rendement ont remplacé de nombreuses variétés qui n'ont peut-être pas le même rendement mais qui sont capables de résister aux ravageurs, aux maladies et aux conditions climatiques changeantes. De plus, les récoltes n'ont pas toutes la même destination. Si les petits exploitants pratiquant une agriculture de subsistance utilisent un large éventail de variétés de cultures pour se nourrir et pour des échanges commerciaux sur une petite échelle, le système économique industriel requiert de grandes quantités d'une seule variété de maïs, récolté mécaniquement et de façon simplifiée, par exemple. Diverses variétés de cultures différentes sont récoltées à la main, alors qu'une seule et unique variété de blé peut être récoltée en un seul lieu au moyen d'une machine. En cela rien de nouveau. Cet [article](#) vise à analyser comment les deux préoccupations parallèles, perte variétale et perte culturelle, sont étroitement liées dans le processus socio-politique de standardisation, mais aussi à expliquer certaines poches de résistance. ([Sustainability](#) 2012, 4(11) via [Agricultural Biodiversity Weblog](#), 7/11/2012)

La diversité du taro dans le monde : ethnobotanique et conservation

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17319

Cet [ouvrage](#) sur le taro (*Colocasia esculenta*), produit par Bioversity International, est l'un des premiers à offrir une approche globale, couvrant toutes les régions, les perspectives disciplinaires et les utilisations des plantes. Les coauteurs issus de diverses disciplines et d'origines géographiques différentes proposent au lecteur une perspective multidisciplinaire et évolutive du taro qui montre comment l'une des plus anciennes espèces végétales domestiquées dans le monde continue d'évoluer et d'acquiescer de nouvelles utilisations. L'ouvrage montre également comment l'histoire du taro peut servir de modèle pour la conservation in situ et l'utilisation d'une culture de base dont l'importance est avérée au niveau local dans les systèmes alimentaires traditionnels, mais pas sur les marchés mondiaux des produits de base. Étant donné la facilité avec laquelle il s'adapte à divers systèmes agricoles et contextes alimentaires, le taro joue un rôle essentiel dans l'évolution des agroécosystèmes de nombreux pays. Il a aussi contribué à maintenir la sécurité alimentaire dans les systèmes de production de riz en constante évolution. Comme pour les autres cultures, la diversité génétique du taro a facilité l'évolution de la culture. La compréhension scientifique de la diversité génétique et de la gestion du taro favorisera son utilisation pour améliorer la sécurité alimentaire dans le monde. ([Bioversity International](#), 2010)

[Haut de page](#)

Rendre l'orge plus économe en eau

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17321

Des chercheurs de l'Université et du Centre de recherche de Wageningen, aux Pays-Bas, ont [découvert](#) un facteur génétique qui rend les plants d'orge résistants au sel. La salinité des terres agricoles est un problème à l'échelle mondiale qui est aggravé par le changement climatique. Les scientifiques et les sélectionneurs de plantes du monde entier cherchent à mettre au point des cultures tolérantes au sel. Dans ses travaux de recherche, Nguyen Viet Long, étudiant en doctorat, a étudié la croissance de plants d'orge dans des conditions de forte salinité, aux fins d'adapter l'orge aux milieux salés. Il a découvert deux régions de séquence dans les chromosomes de l'orge qui sont à la fois moins sensibles aux fortes concentrations d'ions de sel et plus résistantes au stress osmotique causé par les sols salins. Nguyen espère que des variétés d'orge pouvant être cultivées sur des sols salins seront mises sur le marché d'ici cinq ans. (Wageningen University & Research Centre via Meridian Institute, 30/10/2012)

Une nouvelle variété de patate douce permet de tripler les rendements à Gakenke, au Rwanda

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17323

Une nouvelle variété de patate douce introduite dans le district de Gakenke, au Rwanda, a permis de tripler les rendements, de

4 à 12 tonnes par hectare. Cette nouvelle variété appelée patate douce à chair orange a été introduite par la Sweet Potato Action for Security and Health in Africa (SASHA), conjointement avec le Conseil rwandais de l'agriculture (Rwanda Agriculture Board), qui a multiplié 875 800 boutures de patate douce et les a distribuées aux agriculteurs. Outre la culture des patates douces, la SASHA a formé des agriculteurs à la préparation de beignets de patates douces issues de leur production, leur ajoutant ainsi de la valeur.

[Lire l'article sur AllAfrica](#) (15/10/2012).

Exploiter le potentiel du sorgho pour la tolérance au froid

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17327

Le sorgho fait partie de l'alimentation humaine en Inde, en Afrique et dans certaines régions du Japon. Il est essentiellement utilisé pour l'alimentation des animaux aux États-Unis mais il s'agit d'un produit d'exportation américain majeur qui est également vendu sur le marché intérieur pour faire de la farine sans gluten. Étant une plante tropicale à l'origine, des chercheurs du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) cherchent à accroître la tolérance au froid et le niveau de production du sorgho. Ils ont découvert des gènes tolérants au froid dans des cultivars chinois et s'en servent pour créer des lignées que les sélectionneurs peuvent utiliser pour produire des variétés commerciales plus résistantes. Ces recherches sont en phase avec la priorité donnée par l'USDA à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans le monde. L'extension de la gamme du sorgho bénéficiera également aux producteurs à l'étranger. Jusqu'ici, les scientifiques ont livré 171 lignées autofécondées à des sélectionneurs et des groupes de chercheurs à travers le Réseau d'information sur les ressources génétiques (GRIN) de l'ARS. Deux de ces groupes au moins ont demandé des informations supplémentaires sur cette population. En outre, ils ont publié une carte génétique de 141 marqueurs génétiques dans la sélection moléculaire qui permettra aux sélectionneurs de déterminer plus facilement la tolérance au froid. ([USDA ARS](#), 17/10/2012)

Cultures légumières en Afrique : contraintes, complexité et contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17329

De nombreux Africains sont aujourd'hui confrontés à l'insécurité nutritionnelle dans la mesure où leur alimentation est souvent déficiente en vitamines et minéraux essentiels, du fait de leur faible consommation de fruits et légumes. Leur disponibilité, leur prix et le manque de connaissances en sont la cause. La recherche et développement (R&D) dans le secteur de l'horticulture en Afrique souffre d'un sous-investissement chronique – notamment pour les cultures indigènes naturellement riches en éléments nutritifs (vitamines et minéraux). Le manque d'efforts en matière de sélection végétale, l'inefficacité des systèmes d'approvisionnement en semences et les informations inadéquates, l'instabilité du cadre politique et réglementaire ont tous contribué à l'occurrence de la malnutrition sur le continent africain. La R&D publique, les efforts déployés pour améliorer les politiques, soutenus par le rôle naissant du secteur privé dans l'approvisionnement des semences, montrent cependant des progrès. De nombreuses nouvelles variétés améliorées de légumes indigènes et standard, riches en nutriments, ont été diffusées. Celles-ci offrent aux petits exploitants agricoles des opportunités croissantes de marché, tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Si la tendance actuelle se poursuit au cours de la prochaine décennie, des progrès seront réalisés en matière de réduction de la pauvreté et de la malnutrition sur le continent africain.

([Food Security](#) 4:115-127, 2012 via [AVRDC](#))

Diversité et méthodes de production de la courge cannellée (*Telfairia occidentalis* Hook F.) : le cas des producteurs de légumes à Makurdi (Nigeria)

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17332

Telfairia occidentalis est un légume indigène consommé par des millions de personnes au Nigeria. Les graines font l'objet d'une forte demande dans la mesure où elles servent à la production d'une huile alimentaire pour fabriquer de la margarine. Cependant, les producteurs commerciaux de la Middle Belt, zone intermédiaire entre le nord et le sud du Nigeria, s'approvisionnent en graines de *Telfairia* dans les États du sud-est du Nigeria. Ils affirment que les graines des accessions qui poussent dans cette région ne sont pas aussi viables que celles de la partie sud-est du pays. En conséquence, les graines sont peu abondantes et très onéreuses au moment du semis. Cette étude visait à mesurer la perception de la diversité par les agriculteurs et à déterminer l'état de la production de la courge cannellée dans le but de faciliter les études ultérieures et de lever ainsi tous les obstacles qui entravent la production des graines de *Telfairia*. D'après les résultats de l'étude, les exploitants agricoles – en majorité des femmes (78 %) – ont pu identifier deux cultivars (*Ugwu-elu* et *Ugwu-ala*) grâce à leurs caractéristiques distinctives : feuilles, tiges, fruits et graines. La culture a été réalisée sur de petits billons, avec deux graines plantées dans un trou d'environ 6 cm de profondeur, et un espacement de 31 x 45 cm, pour une population d'environ 71 700 plants par hectare. Cette culture n'a pas nécessité d'apport d'engrais ni de paillage. En revanche, il a fallu désherber puis irriguer. Il semble que la production de graines soit possible à Makurdi et que les obtenteurs puissent développer des variétés de graines de *Telfairia*.

([African Journal of Biotechnology](#), vol. 7, n° 8, 17/04/2008)

Diversifier la production de riz avec des légumes : le cas de la Tanzanie

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17335

Dans son édition du 25 octobre 2012, le bulletin d'information [Fresh](#) de l'AVRDC passe en revue les résultats d'une étude menée en Tanzanie parmi des riziculteurs. Cette étude révèle que ces riziculteurs devraient diversifier leur production pour y inclure des légumes. À Morogoro, l'une des principales régions productrices de riz en Tanzanie, les riziculteurs utilisent l'eau résiduelle de l'irrigation pour cultiver des légumes et ainsi accroître leurs revenus. D'après l'étude, si l'eau d'irrigation est facilement disponible, les autres intrants nécessaires pour la production de légumes sont plus difficiles à obtenir. L'étude a permis d'identifier les obstacles à la production, à la commercialisation et à la consommation de tomates, de poivrons et d'aubergines africaines, mais aussi d'évaluer le risque des maladies et des ravageurs dans la région, ainsi que la contamination des légumes par les microbes, les pesticides et les métaux lourds dans les exploitations et sur les marchés. Il ressort de cette

étude que, pour stimuler la production de légumes dans la région, il faudra faciliter l'accès des agriculteurs au crédit et aux intrants, tels que les engrais et les semences issues de variétés améliorées et à haut rendement, plus résistantes aux ravageurs et aux maladies. Il convient également de renforcer les services de vulgarisation afin de proposer aux agriculteurs une source fiable d'informations sur les pratiques de gestion intégrée des cultures et des ravageurs. L'étude a montré la nécessité de systèmes d'information de marché plus solides pour faciliter l'accès des agriculteurs à des marchés plus larges et plus lucratifs, comme les chaînes de supermarchés et les transformateurs alimentaires. Le développement des compétences est un autre domaine qui requiert l'attention ; à noter que les agriculteurs bénéficieront d'une formation à la tenue de registres et à la gestion d'entreprise. (AVRDC *Fresh*, 25/10/2012)

Trouver un équilibre entre l'offre et la demande de produits naturels récoltés à l'état sauvage : les huiles lipidiques de Namibie

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17338

L'utilisation des huiles lipidiques extraites de plantes est particulièrement indiquée dans la fabrication des produits cosmétiques car elles sont très stables et peuvent donc supporter d'autres huiles sans devenir rances. Selon l'[Institut des ressources naturelles](#) (NRI) de l'Université de Greenwich, deux huiles extraites de graines de plantes poussant à l'état sauvage et récoltées de manière durable dans le nord de la Namibie revêtent un intérêt certain sur le plan commercial. L'huile de marula extraite des amandes situées dans la graine du fruit de *Sclerocarya birrea* et l'huile de ximenia extraite du noyau du fruit de *Ximenia caffra* ont un potentiel commercial prometteur en tant qu'huiles cosmétiques. L'huile de marula est riche en antioxydants, l'huile de ximenia est particulièrement riche en acides gras insaturés essentiels pour les crèmes de nuit. Les défis auxquels ce projet fait face sont nombreux : la concurrence des huiles synthétiques équivalentes bon marché est forte sur le marché international, et les techniques post-récolte et les méthodes d'extraction sont rudimentaires. Des efforts en R&D permettraient d'augmenter le volume et d'améliorer la qualité de ces huiles extraites d'arbustes et d'arbres sauvages. De même, la variabilité climatique risque à long terme d'affecter la croissance et la récolte des fruits. Il s'agit d'un bel exemple de collaboration potentielle entre chercheurs, communautés rurales et organisations commerciales régionales pour remédier à l'anémie des économies locales dans les pays en développement. (NRI, 24/10/2012)

L'irrigation capillaire des jeunes arbres

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17341

Il est urgent pour les petits exploitants agricoles du monde entier d'améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau. En dépit de la nécessité de mettre en place des systèmes d'irrigation améliorés, simples et à faible coût pour augmenter le rendement des récoltes, la recherche scientifique et les programmes de développement internationaux ont dans une large mesure négligé ce problème en raison principalement d'un manque de moyens financiers dans ces communautés aux ressources limitées. Même en améliorant l'efficacité de l'utilisation de l'eau, nombre d'agriculteurs devront encore lutter pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Longs tuyaux, pots d'argile enfouis dans le sol et autres systèmes traditionnels donnent de bons résultats mais coûtent souvent trop cher. L'irrigation capillaire est une alternative à faible coût permettant d'aider nombre de ces petits exploitants. Un tissu mouillable ou une corde est utilisé pour faire couler l'eau du réservoir ou du tuyau vers les racines de la plante. Sous sa forme la plus simple, cela peut être effectué à l'aide de chiffons et de bouteilles recyclées pour un coût presque nul. Les mèches aident à faire couler l'eau depuis le pot d'argile, favorisant ainsi le développement du système racinaire. De nouveaux tests ont démontré l'intérêt des mèches utilisées pour l'irrigation, même dans les milieux très agressifs. Ces mèches peuvent avoir un flux gravitaire vers le bas (rapide), un flux capillaire vers le haut (lent), ou les deux à la fois. ([The Overstory](#), 17/9/2012)

Savoirs locaux et adaptation au changement climatique dans la vallée de l'Ouéomé, au Bénin

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17344

Cet article met en lumière la dimension locale de l'adaptation au changement climatique et l'importance des savoirs locaux dans la planification de l'adaptation. Une étude de cas sur les stratégies d'adaptation des agriculteurs aux aléas climatiques réalisée dans la basse vallée de l'Ouéomé a montré que les populations locales s'étaient remarquablement adaptées aux menaces du climat ou, dans certains cas, avaient transformé ces menaces en opportunités. En plaçant des bassins autour des fermes irriguées et en érigeant des digues, les paysans de la région pourraient protéger leurs cultures contre les fortes pluies ou les pénuries d'eau, selon la saison.

Des pratiques de pêche aux activités agricoles, en passant par des pratiques agro-halieuistiques, les populations de la basse vallée de l'Ouéomé ont su tirer parti de leur vulnérabilité naturelle grâce à leurs savoirs traditionnels. En fait, la tendance à appliquer ces stratégies locales confirme la nature dynamique de l'adaptation au changement climatique, principalement déterminée par l'étendue de la vulnérabilité causée par la dégradation continue de l'environnement. Étant donné que cette dynamique peut parfois engendrer des erreurs d'adaptation, il conviendra d'aider les populations locales dans l'élaboration de leurs stratégies permettant de faire face. ([African Crop Science Journal](#), vol. 20, 11/10/2012)

Les paradoxes de la transparence : la science et l'approche écosystémique de la gestion des pêches en Europe

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17348

Le Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM) est le principal organe scientifique au sein des structures bureaucratiques massives qui sont chargées de la Politique commune de la pêche (PCP) de l'UE. S'il n'est pas parvenu à pérenniser les stocks de poissons de l'UE au cours de ces 25 dernières années, ce système de gestion est devenu maître dans l'art de rendre misérable la vie des chercheurs. Il doit aujourd'hui faire face au défi complexe d'une approche écosystémique de la gestion des pêches. Si cette combinaison de bureaucratie multinationale, de politiques inflexibles et d'incertitude scientifique n'a pas permis de maintenir beaucoup de stocks de poissons individuels, comment prendre des décisions qui tiennent compte de tout, des oiseaux marins au changement climatique ? Le vieil adage politique selon lequel « si vous ne parvenez pas à résoudre un problème, amplifiez-le » n'a jamais été confronté à un tel test ! Le CIEM a pourtant commencé de façon impressionnante à relever le défi scientifique qui consiste à fournir des conseils pour l'adoption d'une approche

écosystémique au sein du système de gestion des pêches le plus lourd au monde.

Cet [ouvrage](#) (PDF) présente les résultats d'une recherche sociologique approfondie sur le CIEM et les systèmes de prise de décision sur lesquels il repose. En dépit de certaines difficultés, les chercheurs commencent à aider les différentes parties concernées à traiter des faits concernant la nature de façon plus utile et plus transparente. (Douglas C. Wilson, 2009)

Vers une gestion fondée sur les écosystèmes marins dans les Caraïbes

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17352

L'utilisation durable des ressources marines dans les eaux caribéennes nécessite l'adoption d'une approche qui englobe les dimensions humaine et naturelle des écosystèmes. Ce [volume](#) contribue à orienter vers cette voie, regroupant les savoirs collectifs et l'expérience des universitaires et des professionnels caribéens pour tenter de définir une feuille de route destinée à la mise en œuvre d'une gestion fondée sur les écosystèmes marins dans la région. Il contribue également à l'objectif plus large d'offrir aux parties prenantes et aux décideurs politiques, dans chacun des 64 grands écosystèmes marins de la planète, un exemple comparatif des défis et des besoins en information pour instaurer un cadre de gouvernance des océans régi par des principes en général, et développer une gestion fondée sur les écosystèmes marins en particulier, à plusieurs niveaux. Ce volume complète par ailleurs la formation des étudiants de deuxième cycle en sciences marines en améliorant la compréhension interdisciplinaire des défis liés à la mise en œuvre d'une gestion fondée sur les écosystèmes marins.

Inde : les cultures alimentaires GM dans le collimateur

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17355

Les pays en développement renforcent actuellement leurs capacités en matière de normes et procédures de sécurité sanitaire des aliments/biosécurité et de même examinent les dispositions juridiques qui conviendraient le mieux pour faire face aux risques potentiels liés aux technologies nouvelles et non testées, comme la modification génétique des cultures alimentaires. Alors que l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) élabore actuellement un projet de document stratégique sur la biosécurité et que l'Afrique du Sud fait l'objet de critiques internes pour ne pas avoir adopté une législation bien conçue en matière de biosécurité (selon le Centre africain pour la biosécurité), l'Inde a décidé d'imposer un moratoire sur les cultures alimentaires GM dans le pays jusqu'à ce que ses propres chercheurs aient réalisé les tests et analyses nécessaires, et établi tout ce qu'il y a à établir à propos de ces cultures. [Lire l'article sur IPS News](#) (27/10/2012).

Nouveaux gènes dans les systèmes semenciers traditionnels : diffusion, détectabilité et persistance des transgènes dans une métapopulation de maïs

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17358

Le flux de transgènes dans des populations naturelles suscite de vives préoccupations en matière de biosécurité. Le cas du maïs génétiquement modifié au Mexique présente un intérêt particulier dans la mesure où ce pays est le centre d'origine et de diversité du maïs. Contrairement au maïs cultivé aux États-Unis et en Europe, les races mexicaines de maïs font partie d'une métapopulation en évolution dans laquelle les nouveaux gènes sont soumis à des processus évolutifs (dérive, flux et sélection de gènes). Peu d'études ont été réalisées sur la génétique des populations de transgènes dans le cadre de la gestion traditionnelle des semences.

[Des données récemment compilées](#) sur les pratiques de gestion des semences sont ici combinées à un modèle génétique de population spatialement explicite pour évaluer l'importance des flux de graines en tant que déterminant à long terme de la fréquence des transgènes dans les systèmes de semences traditionnels. Nos résultats ont des conséquences importantes sur la faisabilité du suivi et du contrôle à long terme des transgènes dans les systèmes semenciers traditionnels. (Bioversity International, 2012)

[Haut de page](#)

Événements | RSS

Développer les services climatiques pour les agriculteurs en Afrique et en Asie du Sud

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17255

Date : 10-12 décembre 2012

Lieu : Dakar (Sénégal)

L'atelier est organisé conjointement par le Programme de recherche du GCRAI sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCFAS), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et le Partenariat des services climatiques (CSP). Cet atelier a pour principal objectif d'identifier les lacunes importantes quant à la conception, la fourniture et l'utilisation efficace des informations climatiques pour la gestion des risques agricoles chez les petits producteurs agricoles en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, ainsi que de déterminer et renforcer les mécanismes institutionnels qui permettraient de combler ces lacunes. [Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17373

Date : 17-19 janvier 2013

Lieu : Berlin (Allemagne)

La réunion portera sur l'investissement responsable dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture – un facteur clé de la sécurité alimentaire et du développement rural. [Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

Économie politique de la politique agricole en Afrique

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17372

Date : 18-20 mars 2013

Lieu : Prétoria (Afrique du Sud)

Cette conférence du Consortium *Future Agricultures* réunit les principaux acteurs de la recherche, des sphères politiques, des organisations donatrices et de la société civile autour de la question suivante : Qu'est-ce qui motive les gouvernements africains à investir dans différents types de développement agricole. [Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

Formation R&D : physiologie, pathologie et traitement post-récolte des produits frais alimentaires knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17251

Date : 11 février – 7 mars 2013

Lieu : Centre de formation du CINADCO, Volcani Agricultural Complex, Israël

Ce cours a pour objectifs d'aider les participants à mieux comprendre les facteurs physiologiques, pathologiques et environnementaux qui sont en cause dans la détérioration des produits frais agricoles, d'inculquer les techniques et les meilleures pratiques post-récolte associées au traitement des fruits et légumes frais, d'expliquer le processus de sénescence, de réduire les pertes et préserver la meilleure qualité possible des produits, enfin d'initier, enseigner et transférer les connaissances aux agents de vulgarisation et aux agriculteurs. [Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

[Haut de page](#)

Bourses, concours et appels | RSS

Appel à propositions : bourses doctorales de recherche régionales knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17254

Date limite : 31 janvier 2013

Les bourses doctorales de recherche régionales sont une nouvelle initiative du Secrétariat et des partenaires du RUFORUM visant à promouvoir la formation doctorale. Ces bourses d'études sont regroupées en différentes catégories : bourses de recherche doctorale, bourses doctorales régionales, bourses régionales de formation doctorale, bourses de perfectionnement à la recherche doctorale. Toutes les informations pertinentes sont disponibles sur cette [page](#).

Bourses de recherche prédoctorale Changements climatiques et stabilité politique en Afrique du Centre Strauss

knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17253

Date limite de soumission des candidatures : 15 février 2013

Le programme Changements climatique et stabilité politique en Afrique (CCAPS) propose chaque année jusqu'à trois bourses d'études prédoctorales. Ce programme de bourses contribue à la formation de la prochaine génération de chercheurs et de leaders d'opinion dans le domaine du changement climatique et de la stabilité politique en Afrique. Les documents nécessaires à la constitution d'un dossier de candidature sont disponibles sur cette [page web](#).

L'appel à propositions du Programme de coopération ACP-UE pour la science et la technologie est lancé knowledge.cta.int/fr/content/view/full/16976

Date limite de soumission des demandes : 7 février 2013

Le programme ACP pour la science et la technologie a lancé un nouvel appel à propositions (le 8 octobre 2012). Ce second appel s'appuie sur les enseignements tirés du premier appel lancé en 2008. Trois actions principales ont été identifiées : 1) les actions visant à formuler, réviser et/ou évaluer les politiques de S&T au niveau régional et/ou national ; 2) les actions visant à renforcer les capacités en ST&I (science, technologie et innovation) des agences gouvernementales, des institutions de recherche, du secteur privé et de la société civile dans les pays et les communautés ACP ; 3) les actions visant à sensibiliser à l'importance des ST&I pour le développement. [Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

25 postes de chargé de recherche (post-doctorat) à l'Université de Stockholm knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17252

Date limite : 17 décembre 2012

Ces postes sont à pourvoir dans des disciplines relevant des facultés de sciences, de lettres, de droit, et de sciences sociales. [Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

[Haut de page](#)

Poste à pourvoir | RSS

Nouveaux postes vacants à la FAO knowledge.cta.int/fr/content/view/full/17263

Date limite de soumission des candidatures : du 7 au 13 décembre 2012, selon le poste à pourvoir

La FAO propose des postes professionnels à pourvoir dans divers domaines. Parmi ces postes disponibles actuellement : spécialiste de la sécurité alimentaire, spécialiste des agro-industries, spécialiste des systèmes agroalimentaires, fonctionnaire technique (sols et eau), économiste (produits de base), spécialiste des programmes (cultures légumières), chargé de l'information (élevage). [Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

[Haut de page](#)

Si vous n'êtes pas abonnés à l'infolettre 'Knowledge' et si vous souhaitez recevoir les prochains numéros, consultez le site web [Connaissances pour le développement](#) ou envoyez un courriel en blanc à l'adresse join-knowledge-fr@lists.cta.int

Vous pouvez vous désabonner en envoyant un courriel en blanc à l'adresse leave-knowledge-fr@lists.cta.int

Éditeur: CTA

Coordination: Judith Francis (CTA) et Rutger Engelhard (Contactivity b.v.)

Recherche: [Cédric Jeanneret-Grosjean](#) (Contactivity b.v.)



Le CTA est une institution du groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'UE (Union européenne) dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.